"Echec des Huit à l'O.E.C.E." dans Le Phare Dimanche (12 juin 1949)

Légende: Le 12 juin 1949, le périodique bruxellois Le Phare Dimanche détaille les raisons de l'échec de la réunion du Conseil consultatif de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) appelé à élaborer un plan réglementant les paiements intraeuropéens.

Source: Le Phare Dimanche. Hebdomadaire indépendant de Bruxelles & du monde. dir. de publ. Fontaine, Pierre. 12.06.1949, n° 180; 4e année. Bruxelles: Le Phare. "Echec des Huit à l'O.E.C.E", auteur:Claude, José , p. 3.

Copyright: (c) Le Phare Dimanche

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/echec_des_huit_a_l_o_e_c_e_dans_le_phare_dimanche_12_juin_1949-fr-8282a440-2c68-4fc2-80f9-eeddd9de0356.html

Date de dernière mise à jour: 20/12/2013

Echec des Huit à l'O.E.C.E.

M. P.-H. Spaak est un grand homme politique. Nous le savions. Mais notre ministre des Affaires étrangères est en passe de devenir un économiste distingué; on n'osait pas l'espérer. Les milieux d'affaires belges n'eurent pas toujours l'occasion de se réjouir des accords Benelux.

Au cours de la réunion du Conseil consultatif de l'O. E. C. E., qui s'est tenue la semaine dernière, au château de la Muette, à Paris, son président, le même M. Spaak, n'a pas craint de heurter sir Stafford Cripps, chancelier de l'Echiquier, pour défendre nos intérêts nationaux et ceux de quelques bénéficiaires du Plan Marshall.

De quoi s'agissait-il ? Cette sorte de cabinet économique des nations émargeant à l'E. R. P., devait élaborer un nouveau plan des paiements intraeuropéens et envisager un plus grand libéralisme dans les échanges commerciaux en Occident. Si un semblant d'accord est peut-être intervenu sur le second point, aucune entente n'a pu être réalisée sur l'ajustement du taux des changes, la libre convertibilité des monnaies et le problème des paiements. Et il ne faut pas se faire d'illusions, ces questions constituaient le but essentiel de la réunion, car la convention actuellement en vigueur expire le 30 juin.

Un accord est peut-être intervenu, disons-nous plus haut, sur une partie de l'ordre du jour de la conférence. En effet, s'affrontaient, une fois de plus, deux opinions divergentes, l'une présentée par la Belgique, l'autre par la Grande-Bretagne. La thèse de M. Spaak, qui est un premier pas vers la libération du commerce, est favorable au renoncement immédiat du système des accords bilatéraux au profit des échanges multilatéraux. Les Britanniques, appuyés par les Scandinaves, souhaitent le maintien de la méthode adoptée pendant l'année « Marshall» écoulée. M. Spaak et sir Stafford Cripps ont eu un entretien privé à l'issue duquel on espérait un compromis.

De toute manière, les huit grands argentiers ont établi des « recommandations » à présenter à leurs gouvernements respectifs. Le contenu de ces recommandations ne sera rendu public qu'après avoir été examiné par les cabinets intéressés.

Quant au problème des paiements, le Comité consultatif a demandé à son président de présenter à la Commission des paiements de nouvelles suggestions qui pourraient lui être soumises à bref délai.

Nous ne divulguerons pas un secret en disant que c'est l'intransigeance de sir Stafford Cripps qui empêche d'aplanir les difficultés devant lesquelles se trouve l'O. E. C. E. Dans le commerce européen, nombre de pays souffrent du manque de devises « dures » et les Américains nous recommandent des mesures communes propres à rétablir l'inter-convertibilité des monnaies et l'ajustement des taux de change à un niveau plus réaliste, tenant compte du niveau des prix pratiqués dans les pays européens et aux Etats-Unis. Ce fut le but de la réunion tenue à Londres, à la fin du mois de mai entre le chancelier de l'Echiquier, MM. Spaak et Harriman, ambassadeur du Plan Marshall. Mais sir Stafford se montre irréductiblement adversaire de toute dévaluation de la livre. Or, il est certain qu'un ajustement des monnaies européennes ne se conçoit pas si la livre n'est pas ajustée. Au sujet de la liberté de l'interconversion des monnaies, la Grande-Bretagne craint que les livres sterling ne s'accumulent dans les pays créditeurs, comme la Belgique, et que ceux-ci réclament à la Banque d'Angleterre de l'or et des dollars contre le surplus de livres qu'ils détiendraient. Le chancelier de l'Echiquier menace de démissionner si on lui impose une combinaison qui comporterait pour la Grande-Bretagne le risque d'une perte d'or ou de devises, mettant ainsi en péril l'expérience travailliste.

Donc, c'est l'impasse, car même le compromis qui a pu intervenir entre M. Spaak et sir Stafford sur la libération éventuelle du commerce intereuropéen dépend du mode des paiements, qui dépend lui-même de la libre convertibilité des monnaies. Bref, sans ajustement des taux de change, le vaste programme de l'O. E. C. E. est irréalisable. Dans ces conditions, il semble que le statu quo sera maintenu jusqu'à nouvel ordre.

En voulant gagner du temps, la Grande-Bretagne a son plan. Elle voudrait une réévaluation mondiale de l'or

qui équivaudrait pratiquement à une dévaluation de toutes les monnaies, y compris celle du dollar. L'or vaut actuellement 35 dollars l'once. C'est la seule marchandise internationale qui ne se paie guère plus cher qu'avant-guerre, alors que son prix de revient a augmenté. Il en est résulté une diminution de la production par rapport à 1940 et, au marché noir, l'or se vend de 45 dollars à 95 dollars l'once selon les pays. A la fin de 1947 et au début de 1948, les gouverneurs des banques d'émission et les ministres des Finances ont examiné ce problème dans le cadre de Bretton Woods. Mais, à cette époque, Washington ne voulait pas envisager une élévation du prix de l'or risquant de déclencher aux Etats-Unis une inflation dangereuse avant les élections présidentielles. Actuellement, les Etats-Unis envisageraient plus favorablement une hausse de 1/3 sur le prix officiel de l'or, ce qui lui amènerait un gain immédiat d'environ 10 milliards de dollars-papier, ces réserves d'or étant approximativement de 30 milliards. Ce serait tout bénéfice également pour l'Empire britannique, qui produit encore près de 65 pour cent de l'or du monde. Il est très possible que cette question soit examinée en septembre prochain, à la réunion du Fonds monétaire international et que d'ici là aucune modification du taux de change n'intervienne en Europe.

José Claude.